

Thème	<b>Consultation publique de la Commission de régulation de l'énergie sur la création d'une place de marché commune aux zones GRTgaz Sud et TIGF au 1er avril</b>
Date	13/03/2014
Correspondants	Géry Lecerf, Mathieu Marniquet, Sandra Mendes

**Question 1 : Avez-vous des remarques sur les règles de gestion du PEG proposées par les GRT ?**

Pas de remarques.

**Question 2 : Etes-vous favorable à la mise en œuvre de la variante 1 proposée par les GRT pour la création du PEG commun aux zones GRTgaz Sud et TIGF ?**

Alpiq s'oppose à cette variante. Comme la CRE l'a souligné, celle-ci induit une complexité forte pour les expéditeurs et nuit donc au bon fonctionnement du marché. Cette variante est à la fois trop contraignante (en particulier si l'on considère les nominations de sortie) et complexifie les transactions. En effet, elle rendrait les règles d'équilibrages plus complexes et obligerait les expéditeurs à procéder à trois nominations, une pour chaque zone et une dernière au niveau de la Trading Région. Ce système complexe nuirait à la mise en place future d'un équilibre unique à la maille France.

**Question 3 : Etes-vous favorable à la mise en œuvre de la variante 2 proposée par les GRT pour la création du PEG commun aux zones GRTgaz Sud et TIGF ?**

Alpiq souhaite que cette seconde variante soit privilégiée. Il est indispensable que les règles d'équilibre entre TIGF et GRTgaz soient harmonisées avant la création d'un PEG commun. L'option proposée permet un équilibre unique en zone Sud pour les expéditeurs en cohérence avec l'évolution des règles d'équilibre et l'objectif de créer une unique zone en France à horizon 2018. Le foisonnement des déséquilibres et la minimisation des contraintes pour les expéditeurs offrent un niveau de simplicité bienvenu. En outre, cette variante permet également la simplification des règles pour la gestion de la région et l'augmentation de la liquidité des PEG, éléments qui suffisent en soi à justifier le choix de cette variante.

**Question 4 : Etes-vous favorable à la proposition de la CRE concernant la clé de répartition spécifique à chaque expéditeur pour répartir les déséquilibres journaliers entre les deux zones de consommation dans la variante 2 ?**

Alpiq y est favorable.

**Question 5 : Jugez-vous utile de demander aux expéditeurs de faire des nominations aux points notionnels de consommation dans la variante 2 ?**

Alpiq Energie France SAS  
127 avenue Charles de Gaulle  
92521 Neuilly sur Seine  
T +33 1 53 43 84 20  
F +33 1 53 43 84 29  
info.fra@alpiq.com  
www.alpiq.fr

Immatriculée au Registre de  
Commerce et des Sociétés  
sous le numéro  
RCS Paris 440 191 336  
TVA FR15 440 191 336  
S.A.S au capital de 500 000€  
A.P.E. 3514Z  
Société par Actions Simplifiée

Alpiq fait part de sa très grande perplexité quant à la pertinence de cette contrainte supplémentaire au regard du faible intérêt de ces informations pour les GRT.

**Question 6 : Etes-vous favorable à la proposition de la CRE concernant la gestion des restrictions de capacité à l'interface entre les zones GRTgaz Sud et TIGF ? Si ce n'est pas le cas, avez-vous d'autres propositions ?**

Ces restrictions procèdent d'une logique difficilement contestable.

**Question 7 : Avez-vous d'autres remarques ?**

Il serait préférable que le bilan de fonctionnement de ce PEG commun soit fait un an avant la création du PEG unique Nord – Sud et non pas simultanément de manière à ajuster au mieux les paramètres de la nouvelle zone Sud en vue de la zone unique, comme proposé dans le rapport annexé à la consultation publique.

Par ailleurs, le maintien du calendrier figurant dans le rapport annexé à la consultation, avec échéance au 1<sup>er</sup> avril 2015, est impératif. Il est donc notamment nécessaire qu'aucun glissement ne s'opère sur le premier jalon (*Accord sur le modèle finalisé et accords de gouvernance entre les 2 transporteurs d'ici fin T1 2014*).